



Déclaration liminaire au Conseil National d'Action Sociale du 5 juillet 2017

Madame,

L'élection présidentielle et le nouveau gouvernement confirmé par les législatives n'augurent rien de bon : remise sur le tapis d'une nouvelle loi travail XXL, suppressions de fonctionnaires, baisse sur le pouvoir d'achat avec gel du point d'indice...

Nous sommes donc repartis pour un nouveau cycle de rigueur pour les salariés à contrario pour les entreprises un allègement de leur contribution.

La traduction de ces mesures sera moins de droits pour les salariés, moins de services publics pour les citoyens, plus de profits pour les rentiers.

Pour toutes ces raisons nous appelons dès aujourd'hui toutes à tous à l'action interprofessionnelle du 12 septembre pour obtenir des avancées sociales et s'opposer aux reculs en tout genre.

S'agissant du budget d'action sociale, nous dénonçons une nouvelle fois la baisse et le manque de moyen. Vous vous targuez dans l'enquête prévue auprès des agents « de moyens importants », or on constate que la part pour chaque agent serait autour de 500 € par an. Nous sommes loin des revendications de la CGT, à savoir 3% de la masse salariale et des pensions, comme dans le privé.

Votre budget est en totale déconnexion avec les besoins des agents. A l'automne on nous a justifié la baisse par une sous-consommation, mais nous vous avons apporté plusieurs fois, que ce soit par courrier, lors de nos

interventions dans les instances des pistes ou des propositions pour utiliser ce budget et répondre ainsi aux besoins des agents. Nous n'avons pas eu de réponse, vous ne travaillez que sur l'existant ou alors sur des réductions de subvention comme pour l'Alpaf.

Si l'action sociale est pour vous une priorité, elle l'est encore plus pour nous, c'est pour cela que nous interviendrons à chaque fois que cela nous sera possible, que ce soit lors des CTM, des rencontres ministérielles ou des bilatérales avec les ministres.

En ce qui concerne les différents points à l'ordre du jour, que ce soit sur la restauration, le logement, le tourisme social, nous interviendrons en séance.